

« REBOND DE LA FÉCONDITÉ » DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS, AUTOMATISME OU APANAGE DE QUELQUES RARES PRIVILÉGIÉS ?

ANGELA GREULICH*

Dans la plupart des pays développés, une chute rapide de la fécondité en dessous du taux de remplacement a été observée au cours des dernières décennies, tandis que les niveaux moyens de revenus ont continué d'augmenter. Toutefois, ces dernières années, la fécondité est repartie à la hausse dans plusieurs pays très développés, simultanément à un développement économique continu. Dans le même temps, la fécondité stagne à des niveaux très bas dans bon nombre d'autres pays ayant des niveaux de revenus similairement élevés.

L'inversion de la tendance de la fécondité, également appelée « rebond de la fécondité », qui accompagne le processus de développement économique dans certains pays développés, mais pas dans tous, montre que l'incidence du développement économique sur la fécondité est ambiguë. Le caractère positif ou négatif de cette incidence dépend de nombreux facteurs, en plus de la dimension économique. Dans la mesure où la fécondité affecte la croissance démographique et la pyramide des âges, les évolutions de la fécondité dans le futur immédiat ont des conséquences très importantes sur le développement économique, la croissance de la productivité et certains aspects des systèmes de protection sociale. Par conséquent, le fait de savoir si de nouveaux progrès économiques sont susceptibles de provoquer un rebond de la fécondité dans les pays très développés revêt un intérêt politique, social et économique majeur.

57

* Centre d'économie de la Sorbonne, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
Contact : angela.greulich@univ-paris1.fr.

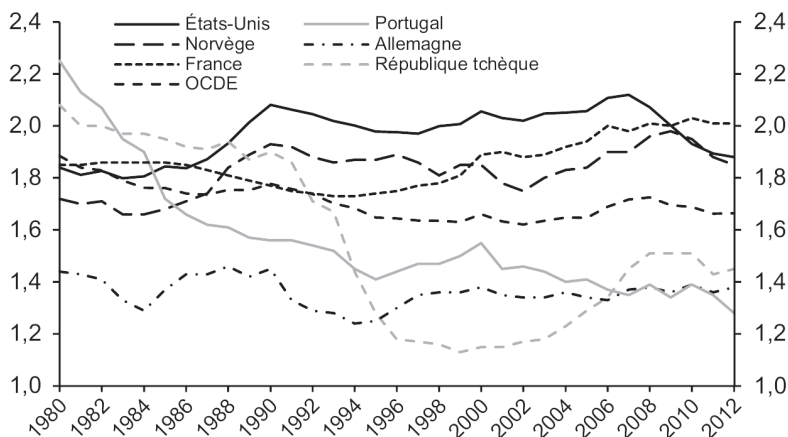
Cet article apporte un éclairage sur les moteurs potentiels de la fécondité dans les pays très développés. En dressant un état de l'art de la littérature empirique sur le sujet, l'article répond à la question suivante : le phénomène du « rebond de la fécondité » est-il susceptible, et dans quelles conditions, de devenir un fait stylisé dans les pays développés dans un avenir proche ?

LE PHÉNOMÈNE DU REBOND DE LA FÉCONDITÉ

Le graphique 1 illustre l'évolution des taux de fécondité totale dans certains pays sélectionnés ainsi que la moyenne de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les taux de fécondité totale ont chuté en dessous du niveau de remplacement (2,1 enfants par femme) au cours des cinquante dernières années. Dans la plupart des pays, ce déclin ininterrompu s'est poursuivi jusqu'au milieu des années 1990. Depuis, plusieurs pays développés ont connu une inversion de la tendance avec une hausse des taux de fécondité. Le « rebond » a été particulièrement élevé en France, aux États-Unis, au Danemark, en Suède, en Finlande et en Norvège. Dans le même temps, dans les pays germanophones et dans la plupart des pays de l'Est et du Sud méditerranéens, la fécondité stagne depuis la fin des années 1990 à des niveaux inférieurs à 1,5 enfant par femme. Depuis la récente crise économique, la fécondité a de nouveau chuté dans de nombreux pays développés, à l'instar des États-Unis, de la Norvège et de la Suède, ainsi que du Portugal et de l'Espagne. Dans la plupart des autres pays développés, la fécondité stagne depuis 2008.

58

Graphique 1
Taux de fécondité totale dans les pays développés



Source : Indicateurs de développement, Banque mondiale (2016).

Il n'est pas possible de dégager une tendance nette de la fécondité à long terme pour les pays développés. Certains pays connaissent un rebond, mais rien ne prouve que les niveaux de fécondité convergent naturellement vers le niveau de remplacement une fois atteint un certain niveau minimal : certains pays semblent enrayés dans un scénario de faible fécondité, tandis que dans d'autres pays, la fécondité a récemment recommencé à décroître après une période de reprise.

Ce tableau donne l'impression que les décisions en matière de fécondité émergent dans le cadre d'une interaction complexe entre institutions et circonstances macroéconomiques. Ces facteurs influencent non seulement le *quantum* (autrement dit, le nombre d'enfants qu'une femme a à la fin de sa vie reproductive), mais également le calendrier des naissances (le *tempo*). En tant que mesures périodiques, les taux de fécondité totale sont sensibles aux évolutions du calendrier des naissances. L'ajournement des naissances conduit à une baisse des taux de fécondité totale. Parallèlement, la fin de cet ajournement contribue au rebond des taux de fécondité totale (Goldstein *et al.*, 2009 ; Bongaarts et Sobotka, 2012), même si la taille finale moyenne de la famille (descendance finale) demeure inchangée par cet ajournement et ce processus de rattrapage. Ainsi, le *tempo* des naissances n'agit pas forcément sur le *quantum*. Par conséquent, il est théoriquement possible que les différences entre pays au niveau des taux de fécondité totale sont uniquement liées aux différences dans le calendrier des naissances. Néanmoins, le fait que le rebond de la fécondité soit si important dans certains pays, alors que dans d'autres, la fécondité stagne à des niveaux très bas pendant des décennies, suggère que les différences en termes de fécondité entre pays développés ne résultent pas seulement des différences dans le calendrier des naissances, mais reflètent également les disparités entre les décisions des parents quant au nombre d'enfants qu'ils auront au final.

59

Mais quels sont les principaux déterminants des décisions parentales en termes de fécondité ? Dans ce qui suit, l'article présente des données empiriques relatives aux déterminants potentiels de la fécondité, au-delà du développement économique.

*DANS QUELLE MESURE LES DÉCISIONS
EN MATIÈRE DE FÉCONDITÉ SONT-ELLES DÉTERMINÉES
PAR LE CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE DES PAYS ?*

Quelques récentes études ont analysé l'évolution des relations entre croissance économique et fécondité. Par exemple, Myrskylä *et al.* (2009) ont observé, pour un échantillon de plus de cent pays, une

corrélation strictement négative entre l'indice de développement humain (qui associe l'espérance de vie, le niveau d'études et le PIB – produit intérieur brut – par habitant) et les taux de fécondité totale pour 1975. En revanche, pour 2005, le tableau est moins uniforme : on constate que les pays ayant de faibles niveaux de développement ont des niveaux de fécondité très élevés, que les pays ayant des niveaux de développement moyens ont des niveaux de fécondité très bas et que dans les pays ayant des niveaux de développement les plus élevés, la fécondité se situe à un niveau quelque peu supérieur. Ces observations portant sur plusieurs pays suggèrent un virage du négatif au positif dans la relation entre développement et fécondité. Mais quel est le seuil de développement qui marque l'inversion de la tendance de la fécondité ? Et quel est le moteur derrière le développement qui conduit au rebond ?

*LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE :
UNE CONDITION NÉCESSAIRE, MAIS PAS SUFFISANTE
AU REBOND DE LA FÉCONDITÉ*

60 Afin de traiter ces questions, Luci-Greulich et Thévenon (2014) évaluent l'impact du PIB par habitant sur la fécondité en utilisant des données agrégées pour trente pays de l'OCDE sur une période couvrant plus de quarante années (1960-2007). En appliquant un modèle d'estimation mettant l'accent sur les variations à l'intérieur des pays (estimation à effets fixes), ils constatent que la corrélation entre le PIB par habitant et la fécondité passe de négative à positive à partir d'un niveau de PIB par habitant de 32 600 dollars (log du PIB par habitant de 10,3). Le niveau minimal correspondant des taux de fécondité totale se situe à 1,5 enfant par femme.

Le graphique 2 (ci-contre) illustre la trajectoire estimée et la compare aux tendances réelles observées dans quelques pays sélectionnés.

À l'image de la trajectoire estimée, toutes les tendances des pays présentent un profil en J inversé. La différence avec la trajectoire estimée s'observe au niveau de fécondité auquel les tendances des pays se situent. Dans la plupart des pays nordiques et anglophones ainsi qu'en France, la tendance se situe à un niveau de fécondité supérieur au niveau estimé. En outre, en France et aux États-Unis, la reprise de la fécondité est plus importante que celle prévue par la trajectoire estimée. Dans les pays de faible fécondité tels que l'Allemagne, le Portugal et la République tchèque, la tendance se situe à un niveau de fécondité plus faible et la reprise est moins importante que prévue.

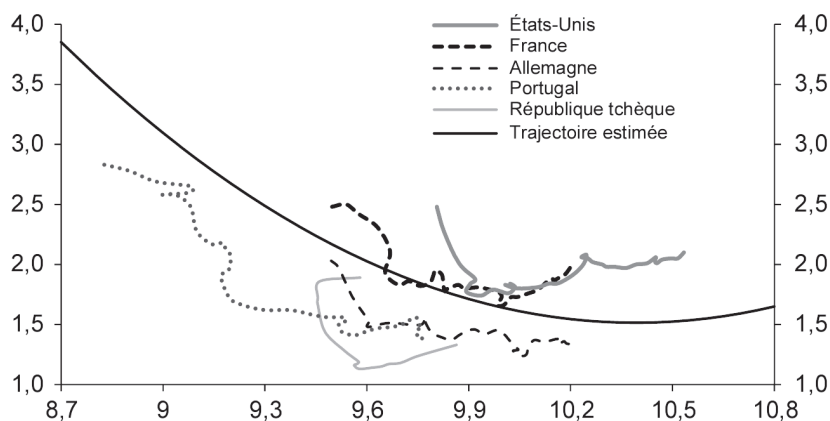
L'Allemagne et la France enregistrent des tendances quasiment parallèles, mais le niveau de fécondité est globalement plus élevé et le rebond beaucoup plus important en France. Compte tenu des niveaux

de développement économique relativement similaires des deux pays, les résultats montrent que le développement économique ne suffit pas à expliquer la raison pour laquelle un rebond de la fécondité survient dans certains pays et pas dans d'autres.

Graphique 2

Tendance estimée en matière de fécondité et tendances observées en matière de fécondité dans quelques pays tout au long du processus de développement économique (1960-2007)

(en abscisse, log du PIB par habitant, prix constants de 2005, PPA ;
en ordonnée, taux de fécondité totale)



PPA : parité de pouvoir d'achat.

Source : Luci-Greulich et Thévenon (2014).

L'EMPLOI DES FEMMES FAIT TOUTE LA DIFFÉRENCE

Afin de déterminer quels facteurs – outre les progrès économiques – sont à l'origine du rebond de la fécondité, Luci-Greulich et Thévenon (2014) décomposent le PIB par habitant selon ses composantes, à savoir la productivité du travail, les heures de travail et l'emploi des hommes et des femmes. La variable la plus corrélée à la reprise de la fécondité est l'emploi des femmes. L'évolution de l'incidence du développement économique sur la fécondité, qui de négative devient positive, émerge dans les pays dans lesquels la hausse du PIB s'accompagne d'une hausse de la participation des femmes au marché du travail.

Le rebond de la fécondité dans les pays très développés s'accompagne ainsi d'une évolution de la corrélation entre fécondité et emploi des femmes. Tandis que les taux de fécondité les plus élevés étaient clairement observés dans les pays ayant les taux les plus faibles d'emploi des femmes au début des années 1980, c'est aujourd'hui le contraire qui est constaté, avec des taux de fécondité plus élevés dans les pays où les taux

d'emploi sont également plus élevés (OCDE, 2011). À ce jour, des taux élevés d'emploi des femmes ainsi que des taux élevés de fécondité s'observent notamment dans les pays nordiques, alors qu'en Europe du Sud et de l'Est, non seulement la fécondité mais également les taux d'emploi des femmes sont relativement faibles. En Allemagne, une faible fécondité apparaît de concert avec un faible taux d'emploi à temps plein des mères de jeunes enfants, tandis que ces deux mesures sont beaucoup plus élevées en France.

Comment le passage d'un lien négatif à un lien positif entre fécondité et emploi des femmes s'explique-t-il ? À des stades de développement économique relativement peu avancés, la croissance du PIB ouvre aux femmes l'accès à l'éducation et à l'emploi. Ce phénomène accroît les « coûts d'opportunité liés au fait d'avoir des enfants », dans la mesure où le temps passé à la maison représente une perte de salaire implicite (coût indirect des enfants). Par conséquent, dans un contexte où la possibilité de faire garder des enfants est limitée, de nombreuses femmes favorisent le travail au détriment de la maternité (Mincer, 1958). Néanmoins, la poursuite du développement économique peut inverser le lien entre taux d'emploi des femmes et taux de fécondité, qui de négatif devient positif, de deux façons. En premier lieu, l'emploi des femmes apporte un revenu supplémentaire qui renforce la situation économique des ménages. Cela rend plus abordable le fait d'avoir davantage d'enfants (Becker, 1960). En second lieu, les pays peuvent se permettre d'investir de plus en plus dans des politiques qui aident les parents à supporter le coût indirect des enfants en leur permettant de concilier plus facilement travail et vie de famille.

62

IMPORTANCE DE LA RÉCONCILIATION ENTRE VIE PROFESSIONNELLE ET VIE FAMILIALE

Compte tenu de ces arguments, la compatibilité entre maternité et emploi des femmes apparaît comme un paramètre clé de la reprise de la fécondité dans les pays très développés. Les parents qui semblent réussir à combiner vie professionnelle et vie familiale vivent principalement dans les pays développés qui fournissent une aide institutionnelle importante aux parents actifs de jeunes enfants.

Par conséquent, les politiques familiales contribuent potentiellement à la reprise de la fécondité : elles permettent de réduire les coûts monétaires directs liés aux enfants (logement, éducation) grâce au soutien de transferts financiers et permettent de réduire les coûts indirects (opportunités de revenus manquées) en facilitant l'emploi des parents.

Afin de déterminer quelles institutions publiques sont les plus efficaces, Luci-Greulich et Thévenon (2013) évaluent l'impact des évolutions dans les politiques familiales sur les tendances de la fécondité dans les pays développés. Des données agrégées de panel provenant de dix-huit pays de l'OCDE et portant sur la période 1982-2007 sont utilisées. Plusieurs instruments de politique familiale sont pris en compte : différents types d'allocations, durée du congé parental rémunéré ainsi que couverture des besoins en garde d'enfants et dépenses liées à la garde des enfants. Ces auteurs constatent que même si tous les instruments ont un effet positif sur la fécondité, tous les leviers politiques n'ont pas le même poids : les prestations en espèces couvrant l'enfance au-delà de l'année de naissance et le taux de couverture des services de garde d'enfants pour les enfants âgés de moins de trois ans ont une influence potentielle plus importante sur la fécondité que le droit au congé et les prestations allouées au moment de la naissance. En parallèle, Thévenon (2015) constate que les politiques investissant dans des structures formelles de garde d'enfants accroissent plus efficacement l'emploi des femmes que les autres politiques familiales.

En effet, les pays développés ayant les taux de fécondité et d'emploi des femmes les plus élevés sont également ceux qui ont un taux de couverture élevé des services de garde d'enfants, à l'instar des pays nordiques ou de la France. En revanche, les pays caractérisés par des niveaux faibles de fécondité et d'emploi des femmes ont tendance à fournir un soutien relativement faible en faveur de la réconciliation du travail et de la vie de famille. Dans les pays où l'accès à la garde d'enfants formelle est limité, les femmes sont contraintes de choisir entre emploi et enfants, ce qui réduit à la fois le taux de fécondité et le taux d'emploi des femmes. C'est le cas, par exemple, dans les pays du Sud de l'Europe où de nombreuses mères sont inactives. En Allemagne, beaucoup de mères doivent limiter leurs activités professionnelles à de petits emplois précaires à temps partiel, tandis que les femmes qui poursuivent une carrière à temps plein ont tendance à ne pas avoir d'enfants ou à n'en avoir qu'un seul (Greulich, 2015).

La reprise de la fécondité se produit donc dans les pays développés qui investissent afin de permettre aux parents de concilier vie professionnelle et vie familiale. D'autres études à l'échelle macroéconomique complètent cette conclusion en montrant que le rebond de la fécondité est plus important dans les pays développés qui ont le plus œuvré vers une évolution des relations entre les sexes en faveur d'une meilleure égalité, tel que cela est mesuré, par exemple, par des attitudes favorables à l'égalité entre les sexes en faveur de l'emploi des femmes, par un nombre croissant de naissances hors mariage qui reflètent les normes de

la famille moderne ou par l'implication croissante des hommes dans la vie du foyer (Balbo *et al.*, 2013 ; Goldscheider *et al.*, 2013 ; Neyer *et al.*, 2013 ; Arpino et Esping-Andersen, 2015 ; Baizan *et al.*, 2015).

La concordance des études macroéconomiques suggère que le lien positif qui existe entre autonomisation économique des femmes et fécondité est plutôt solide. Mais dans quelle mesure ce lien reflète-t-il les comportements individuels ? Est-ce vraiment les femmes qui sont actives économiquement qui ont le plus d'enfants ?

LES FEMMES AYANT SUIVI DES ÉTUDES ET AYANT UN EMPLOI ONT-ELLES PLUS D'ENFANTS ?

Quelques études spécifiques par pays ont analysé le lien entre éducation des femmes et maternité. Kravdal et Rindfuss (2008), par exemple, constatent qu'en Norvège, le lien négatif qui existe entre éducation des femmes et naissances de rang supérieur à 1 disparaît entre les cohortes nées au début des années 1940 et celles nées au début des années 1960, tandis que ce lien devient positif pour les cohortes plus jeunes. Klesment *et al.* (2014) confirment un lien positif entre éducation des femmes et naissance d'un deuxième enfant dans le nord et l'ouest de l'Europe, mais pas dans les pays germanophones, ni dans le sud et l'est de l'Europe. Testa (2012) observe une corrélation positive entre éducation et intentions en matière de fécondité en utilisant les données du sondage Eurobaromètre (2006 et 2011) pour vingt-sept pays de l'Union européenne. Baizan *et al.* (2015) constatent que dans les pays européens, la couverture des besoins en garde d'enfants est positivement liée à la descendance finale au niveau individuel pour l'ensemble des groupes de niveaux d'éducation, même si cette corrélation est plus marquée pour les femmes ayant un haut niveau d'éducation. D'Albis *et al.* (2016) observent un impact significativement positif de l'éducation des femmes sur la propension à avoir un deuxième enfant dans les pays européens fournissant un niveau élevé de taux de couverture des services de garde d'enfants.

Peu d'études portent sur le lien entre statut d'emploi des femmes et fécondité. Les données disponibles suggèrent que l'entrée des femmes sur le marché du travail va de pair avec la naissance d'un premier enfant dans les pays où le cadre institutionnel est suffisamment complet pour faciliter la conciliation du travail et de la vie de famille (Schmitt, 2012 ; Rendall *et al.*, 2014 ; Wood *et al.*, 2015). En se basant sur une approche axée sur une cohorte synthétique, d'Albis *et al.* (2015) établissent que dans les pays européens, les femmes qui s'investissent dans l'éducation supérieure et le développement de leur carrière ont leur premier enfant plus tard que les femmes ayant un niveau d'études inférieur et celles n'ayant pas réussi à s'intégrer sur le marché du travail, mais qu'elles sont

également moins susceptibles de ne pas avoir d'enfants. Adsera (2011) montre, en s'appuyant sur des données provenant de treize pays européens, que l'incidence du statut d'emploi sur les transitions vers les naissances de rang supérieur à 1 varie de manière significative entre secteur public et secteur privé et selon la durée du contrat. Sur la base de modèles de risque pour la transition vers le premier et le deuxième enfant, Matysiak et Vignoli (2013) constatent que l'emploi des femmes fait obstacle à la maternité en Italie, tandis qu'en Pologne, les femmes ont tendance à concilier les deux activités.

Greulich *et al.* (2016) analysent si la participation des femmes au marché du travail a une incidence sur la propension à avoir un deuxième enfant, en mobilisant des données longitudinales provenant de l'Enquête européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC), couvrant trente pays européens et la période 2003-2011. Ils se concentrent sur la deuxième naissance dans la mesure où ils constatent que près de la moitié de l'écart dans la descendance finale entre pays à forte fécondité et pays à faible fécondité en Europe est due au moindre nombre d'enfants de rang de naissance 2, tandis que les autres rangs de naissance sont moins déterminants. Dans un contexte de préférences plutôt homogènes pour une famille avec deux enfants dans les pays européens (Testa, 2012 ; Sobotka et Beaujouan, 2014), cette conclusion laisse entendre que les parents dans les pays à faible fécondité sont confrontés à des obstacles, en particulier en ce qui concerne le deuxième enfant.

Greulich *et al.* (2016) constatent qu'en moyenne, dans les pays européens, les femmes ayant un emploi stable ont une probabilité significativement plus importante d'avoir un deuxième enfant que les femmes inactives ou au chômage. L'ampleur de l'incidence varie toutefois selon les personnes et entre les groupes de pays. L'impact positif est renforcé pour les femmes ayant un partenaire qui a lui-même un emploi stable, ce qui montre qu'une double activité favorise l'agrandissement de la famille, davantage que les schémas d'emploi hétérogènes entre partenaires. Le fait d'avoir un emploi stable est un déterminant essentiel dans la décision d'avoir un deuxième enfant pour les femmes ayant un niveau d'études élevé, mais ne facilite pas nécessairement cette décision pour les femmes ayant un niveau d'études inférieur. En outre, l'impact positif de l'emploi est important dans les pays à forte fécondité et moindre dans les pays à faible fécondité, indiquant un équilibre entre travail et vie de famille plus conflictuel dans les pays à faible fécondité, en particulier pour les femmes ayant un niveau d'études inférieur.

Afin d'aborder cette question institutionnelle, des modèles multivariés sont exécutés, lesquels permettent d'intégrer à l'équation d'estimation des variables agrégées telles que le taux de couverture des services

de garde d'enfants (enfants âgés de zéro à deux ans), la durée du congé parental et les transferts monétaires aux familles. On observe que le développement de structures formelles de garde d'enfants augmente la probabilité pour les femmes d'avoir un deuxième enfant, en particulier en ce qui concerne les femmes ayant un emploi, tandis que les autres types de soutien institutionnel n'ont pas un effet positif aussi marqué. Par ailleurs, on constate que les systèmes de garde d'enfants renforcent l'impact positif de l'emploi sur la probabilité d'avoir un deuxième enfant.

Les politiques en matière de garde d'enfants qui facilitent l'emploi des parents apparaissent donc comme les plus susceptibles d'encourager les couples à agrandir leurs familles. Dans les pays européens à faible fécondité, la faible probabilité pour les femmes d'avoir un deuxième enfant est souvent liée aux obstacles institutionnels à l'agrandissement de la famille. L'insuffisance des structures formelles et subventionnées de garde d'enfants décourage en particulier les femmes ayant un niveau d'études inférieurs et actives sur le marché du travail d'avoir un deuxième enfant. Dans la plupart des pays à faible fécondité (notamment en Slovénie, en Slovaquie, en Lituanie et en Lettonie), la grande majorité des femmes travaillent à temps plein après la naissance d'un premier enfant. Ces femmes, et en particulier celles ayant un niveau d'études inférieur et qui vivent souvent dans un ménage à faibles revenus, sont susceptibles de s'abstenir d'avoir un deuxième enfant. Elles redoutent de devoir cesser ou réduire leurs activités professionnelles, ce que le ménage ne peut se permettre. Dans d'autres pays à faible fécondité comme la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Bulgarie, le Portugal, l'Autriche ou l'Allemagne, de nombreuses femmes sont inactives après la naissance de leur premier enfant ou n'exercent qu'un petit emploi à temps partiel. Là encore, ce sont surtout les ménages à faibles revenus qui doivent s'abstenir d'agrandir leurs familles, en raison de contraintes financières. Dans les pays à forte fécondité, tels que la France et les pays nordiques, l'accès à des structures formelles de garde d'enfants permet aux mères de travailler soit à temps plein, soit à temps partiel étendu (quatre jours sur cinq, par exemple). Ainsi, on constate que la continuité des activités professionnelles des deux parents est favorable à l'agrandissement de la famille pour toutes les catégories de niveau d'études dans ces pays.

PANORAMA : LE REBOND DE LA FÉCONDITÉ EN PÉRIODE DE CRISE ÉCONOMIQUE

La littérature relative au rebond de la fécondité suggère que pour bon nombre de parents, la possibilité de générer et de maintenir un revenu familial constitue une condition fondamentale pour fonder et agrandir

une famille. Les pays qui investissent dans des politiques régissant l'équilibre entre travail et vie de famille, telles que celles favorisant les structures formelles de garde d'enfants, sont ceux qui enregistrent les taux de fécondité et d'emploi des femmes les plus élevés. Toutefois, afin de garantir la sécurité financière aux familles, les politiques familiales, d'une part, mais aussi les institutions du marché du travail, d'autre part, jouent un rôle essentiel. Cela semble particulièrement important au regard de la récente crise économique. Au cours des dernières années, les taux de fécondité totale ont stagné ou diminué de nouveau dans beaucoup de pays développés, en particulier dans ceux qui sont les plus touchés par la crise. Le rebond de la fécondité est par conséquent tout sauf un automatisme fiable. De nombreux parents ajournent la naissance d'un enfant en raison de l'incertitude économique actuelle. Si les pays ne parviennent pas à fournir des conditions d'emploi stable, les parents risquent non seulement d'ajourner les naissances, mais aussi ils pourraient y renoncer, en particulier en ce qui concerne les enfants de rang supérieur.

BIBLIOGRAPHIE

67

- ADSERA A. (2011), « Labor Market Conditions and Fertility in Europe », *European Journal of Population*, vol. 27, n° 1, pp. 1-32.
- ARPINO B. et ESPING-ANDERSEN G. (2015), « How do Changes in Gender Role Attitudes towards Female Employment Influence Fertility. A Macro-Level Analysis », *European Sociological Review*.
- BAIZAN P., ARPINO B. et DELCLOS C. E. (2015), « The Effect of Gender Policies on Fertility: the Moderating Role of Education and Normative Context », *European Journal of Population*, pp. 1-30.
- BALBO N., BILLARI F. C. et MILLS M. (2013), « Fertility in Advanced Societies: a Review of Research », *European Journal of Population*, vol. 29, n° 1, février, pp. 1-38.
- BECKER G. S. (1960), « An Economic Analysis of Fertility », in *Demographic and Economic Change in Developed Countries*, Universities-National Bureau Committee for Economic Research, Princeton University Press.
- BONGAARTS J. et SOBOTKA T. (2012), « A Demographic Explanation for the Recent Rise in European Fertility », *Population and Development Review*, vol. 38, n° 1, mars, pp. 83-120.
- D'ALBIS H., GOBBI P. et GREULICH A. (2016), « Having a Second Child and Access to Childcare: Evidence from European Countries », Centre d'économie de la Sorbonne, *document de travail*, n° 2016-17.
- D'ALBIS H., GREULICH A. et PONTIÈRE G. (2015), *Avoir un enfant plus tard. Enjeux sociodémographiques du report des naissances*, CEPREMAP, opuscule n° 39, Éditions Rue d'Ulm.
- GOLDSCHIEDER F., BERNHARDT E. et BRANDÉN M. (2013), « Domestic Gender Equality and Childbearing in Sweden », *Demographic Research*, vol. 29, art. 40, pp. 1097-1126.
- GOLDSTEIN J. R., SOBOTKA T. et JASILIONIENE A. (2009), « The End of "Lowest-Low Fertility?" », *Population and Development Review*, vol. 35, n° 4, pp. 663-699.
- GREULICH A. (2015), « Sharing Patterns among Couples in European Countries », *Work in Progress*.
- GREULICH A., THÉVENON O. et GUERGOAT-LARIVIÈRE M. (2016), « Securing Women's Employment: a Fertility Booster in European Countries? » Centre d'économie de la Sorbonne, *document de travail*, n° 2016-24.

- KLESMENT M., PUUR A., RAHNU L. et SAKKEUS L. (2014), « Varying Association between Education and Second Births in Europe: Comparative Analysis Based on the EU-SILC Data », *Demographic Research*, vol. 31, pp. 813-860.
- KRAVDAL Ø. et RINDFUSS R. R. (2008), « Changing Relationships between Education and Fertility: a Study of Women and Men Born 1940 to 1964 », *American Sociological Review*, vol. 73, n° 5, octobre, pp. 854-873.
- LUCI-GREULICH A. et THÉVENON O. (2013), « The Impact of Family Policy Packages on Fertility Trends in Developed Countries », *European Journal of Population*, vol. 29, n° 4, pp. 387-416.
- LUCI-GREULICH A. et THÉVENON O. (2014), « Does Economic Development “Cause” a Re-Increase in Fertility? An Empirical Analysis for OECD Countries (1960-2007) », *European Journal of Population*, vol. 30, pp. 187-221.
- MATYSIAK A. et VIGNOLI D. (2013), « Diverse Effects of Women’s Employment on Fertility: Insights from Italy and Poland », *European Journal of Population*, n° 29, pp. 273-302.
- MINCER J. (1958), « Investment in Human Capital and Personal Income Distribution », *Journal of Political Economy*, n° 66, août, pp. 281-302.
- MYRSKYLÄ M., KOHLER H. P. et BILLARI F. (2009), « Advances in Development Reverse Fertility Declines », *Nature*, vol. 460, n° 6, pp. 741-743.
- NEYER G., LAPPEGARD T. et VIGNOLI D. (2013), « Gender Equality and Fertility: Which Equality Matters? », *European Journal of Population*, n° 29, pp. 245-272.
- OCDE (2011), *Doing Better for Families*.
- RENDALL M., DEROSE A., EVANS A., GRAY E., HANAPPI D., KREUTER F., LAPPEGARD T., REEDER L., RØNSEN M. et TOULEMON L. (2014), « Employment Impacts on Partnership and Parenthood Entry in Different Family-Policy Regimes », European Population Conference.
- SCHMITT C. (2012), « Labour Market Integration, Occupational Uncertainties and Fertility Choices in Germany and the UK », *Demographic Research*, vol. 26, art. 12, pp. 253-292.
- SOBOTKA T. et BEAUJOUAN E. (2014), « Two Is Best? The Persistence of a Two-Child Family Ideal in Europe », *Population and Development Review*, vol. 40, n° 3, pp. 391-419.
- TESTA M. R. (2012), « Family Sizes in Europe: Evidence from the 2011 Eurobarometer Survey », Vienna Institute of Demography of the Austrian Academy of Sciences, *European Demographic Research Papers*, n° 2.
- THÉVENON O. (2015), « Do “Institutional Complementarities” Foster Female Labour Force Participation? », *Journal of Institutional Economics*.
- WOOD J., VERGAUWEN J. et NEELS K. (2015), « Economic Conditions and Variation in First Birth Hazards in 22 European Countries between 1970 and 2005 », *Work in Progress*.